le peuple.VS

Numéro 217
Mars 2025



JAB CH-1950 Sion 1

LA POSTE

Clap de fin sur la 60e législature du Grand Conseil 8

Débâcle Credit Suisse, il est urgent d'agir 10

Edito

Le printemps pointe enfin le bout de son nez. Sur nos coteaux, les ouvrier·es viticoles sont occupés à la taille de la vigne. Pendant ce temps-là, le Valais choisissait son nouveau gouvernement. Sans véritable surprise si ce n'est le rang des élu·es. Côté socialiste, on notera le très bon score de Mathias Reynard qui va pouvoir continuer son travail débuté il y a 4 ans au département de la santé, des affaires sociales et de la culture. Vous retrouverez d'ailleurs dans ce numéro une interview de l'unique conseiller d'Etat de gauche du canton. A côté de cette élection, le Valais élisait son nouveau parlement cantonal. Si le nombre de sièges socialistes reste stable, nous ne pouvons que regretter l'affaiblissement de la gauche avec la régression des Vert·es au profit de l'UDC. Dans sa rubrique «le mot du président», Clément Borgeaud y reviendra, graphiques à l'appui, plus en détail. Pour faire le bilan de la dernière législature avec les défis à venir, la cheffe de groupe et députée Sarah Constantin nous partagera quelques mots.

Suite en page 2



Edito

**Suite de l'édito**

Le printemps, c'est également la saison de la première session du parlement. En effet, du 3 au 21 mars, les parlementaires ont discuté et voté sur de nombreux sujets qui touchent de près ou de loin la Confédération. A ce propos, Emmanuel Amoos profitera de ce numéro de mars pour revenir sur la débâcle du Crédit Suisse.

Puisque cet édito s'est transformé en une sorte de sommaire, voici les autres thèmes qui seront abordés par les différents contributeur·es du Peuple.VS. Dans la rubrique de la jeune garde, Julien Berthod nous donne son opinion très critique à l'égard de la politique migratoire suisse.

Nous reviendrons également sur le congrès du Parti socialiste suisse qui s'est tenu en février à Brigue. Ce n'est pas moins de 400 délégué·es du PS qui avaient pris place à la Simplonhalle. Enfin, pour « la Parole aux syndicats », Blaise Carron avec sa casquette de secrétaire régional d'Unia Valais nous dira que 2025 est une année de mobilisation.

Voilà quelques bonnes raisons – s'il vous en fallait encore – de vous plonger dans ce troisième numéro de l'année du Peuple.VS.

**Yoann Bodrito, rédacteur en chef**



Le mot du Président

# Retour sur les élections cantonales

**Dimanche 2 mars, les résultats sont tombés. Après des semaines d'intense campagne, la composition du gouvernement et du parlement de notre canton est connue. Quelques constats avant le bilan au prochain Congrès.**

## Conseil d'Etat : Mathias Reynard largement confirmé

Il y avait peu de surprises à attendre de l'élection au Conseil d'Etat. Avec 6 candidatures pour 5 sièges, un second tour était peu probable dès le début de la campagne. Il n'empêche : si tout le monde pouvait imaginer la nouvelle composition du gouvernement bien avant le dimanche 2 mars, la question du classement demeurait.

Nous pouvons nous réjouir de la forte progression de Mathias Reynard dans le Haut-Valais. Arrivé en tête dans le Valais central et le Bas Valais, force est de constater que le travail porté durant les 4 dernières années par notre ministre socialiste porte ses fruits aujourd'hui. En manquant pour quelques voix la deuxième place, le PS réalise ici un score historique. Bravo, camarade !

## Grand Conseil : progression lente, mais sûre

Difficile de se réjouir des résultats du Grand Conseil. En termes de sièges, nous aurions souhaité mieux. Le gain d'un siège dans le district de Monthey compense la perte d'un siège dans le district de Martigny, pour un bilan à somme nulle à la députation. Les deux sièges obtenus en plus à la suppléance peuvent nous réjouir, mais ne changent pas la force de notre groupe au Grand Conseil.

Si l'on se penche sur les chiffres, il y a quand même des tendances positives dans le Valais romand. Nous progressons, pour la deuxième fois consécutive, dans tous les arrondissements, à l'exception de celui de Martigny (et perdons 0,03 % à Sierre, soit un résultat stable).

En comparaison avec les autres partis historiques du canton, nous sommes le seul qui enregistre une progression globale 2 élections de suite (avec les Vert'libéraux, qui se sont lancés pour la première fois il y a 4 ans).

## Un nouveau groupe majoritairement féminin

Avec 14 femmes sur 20 député·es, soit 70 %, notre groupe est, et de loin, le plus féminin du Grand Conseil. Le plus mauvais élève en la matière est l'UDC, avec 3 femmes sur 26 élu·es, soit … 12 %. Globalement, la part des femmes au Grand Conseil passe de 34 % à 38 % – une légère amélioration, encore bien insuffisante pour représenter correctement la population valaisanne.

**Part électorale du PS dans les différents districts**

| Pourcentage | 2025 | | 2021 | | 2017 | | 2013 | | 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| District | % | +/- | % | +/- | % | +/- | % | +/- | % |
| Sion | 21,30% | 2,81% | 18,49% | 3,97% | 14,51% | 3,23% | 11,29% | -15,71% | 27,00% |
| Hérens | 16,94% | 1,74% | 15,19% | 2,50% | 12,69% | -6,51% | 19,20% | 1,21% | 17,99% |
| Conthey | 14,88% | 3,61% | 11,27% | 2,64% | 8,63% | -0,55% | 9,18% | -1,26% | 10,44% |
| Monthey | 18,79% | 2,24% | 16,55% | 1,99% | 14,56% | 1,11% | 13,45% | -4,32% | 17,77% |
| Saint-Maurice | 20,86% | 4,51% | 16,35% | 1,03% | 15,32% | -2,75% | 18,07% | -1,72% | 19,78% |
| Sierre | 16,74% | -0,03% | 16,76% | 1,55% | 15,21% | -4,48% | 19,69% | -1,56% | 21,25% |
| Martigny | 14,80% | -0,25% | 15,05% | -0,27% | 15,32% | -2,65% | 17,97% | 0,00% | 17,97% |
| Entremont | 12,54% | -1,58% | 14,12% | -3,45% | 17,58% | 4,73% | 12,84% | -0,11% | 12,96% |

*Les résultats surlignés en bleu signifient que les vert·es étaient candidat·es sur les mêmes listes que le PS, d'où une perte significative les années suivantes.*

**Forces des partis dans l'élection du Grand Conseil**

| CANTON | 2025 | | 2021 | | 2017 | | 2013 | | 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valais romand | % | +/- | % | +/- | % | +/- | % | +/- | % |
| Parti socialiste | 17,52% | 1,35% | 16,18% | 1,80% | 14,37% | -0,84% | 15,21% | -4,98% | 20,20% |
| Le Centre | 28,50% | 1,52% | 26,98% | -3,71% | 30,69% | -2,40% | 33,09% | -4,49% | 37,58% |
| UDC | 17,91% | 2,84% | 15,07% | -0,70% | 15,77% | -1,59% | 17,37% | 6,47% | 10,90% |
| PLR | 25,48% | -1,30% | 26,78% | -0,48% | 27,25% | -2,10% | 29,35% | -1,10% | 30,45% |
| Vert-e-s | 9,16% | -3,72% | 12,89% | 3,25% | 9,64% | 4,66% | 4,98% | 4,46% | 0,52% |
| Vert'lib | 1,42% | 0,38% | 1,04% | 1,04% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| Autres | 0,00% | | 1,07% | | 2,27% | | 0,00% | | 0,35% |

## Quels enseignements en tirer ?

Au lendemain de ces élections, le PSVR reste la force de gauche la plus crédible dans notre canton. La population nous fait confiance, tant pour les élections que pour les votations, même si les succès rencontrés dans ces dernières peinent encore à se concrétiser en termes de sièges. Nous ratons des sièges supplémentaires pour peu de listes dans plusieurs districts. L'enjeu des prochaines élections cantonales sera donc de garantir des listes fortes, avec de nombreuses candidatures variées, pour enfin décrocher les sièges supplémentaires auxquels nous aspirons.

Je souhaite une excellente législature aux nouvelles et nouveaux élu·es, et adresse mes plus sincères remerciements à celles et ceux qui n'ont pas été (ré)élu·es. C'est grâce à votre engagement à vous toutes et tous que nous pouvons progresser durablement.

**Clément Borgeaud, président du PSVR**





# « Asile et souveraineté » : des alibis à l'autoritarisme !

**Le lundi 10 mars, une session extraordinaire du parlement a eu lieu sur le thème « Asile et souveraineté ». Lors de celle-ci, la majorité bourgeoise a réussi à imposer à nouveau sa politique raciste qui ne considère pas les migrant·es comme des êtres humains comme les autres, mais les voit comme des criminel·les, avérés ou en devenir.**

Parmi les objets étudiés, un nouveau renforcement des contrôles aux frontières a été accepté. De plus, un projet d'hébergement des demandeur·euses d'asile accusé pénalement dans des centres spéciaux sous surveillance permanente a été aussi porté par l'UDC, ce qui revient de *facto* à supprimer la présomption d'innocence.



Une autre motion demande par ailleurs à ce que les autorisations de séjours « (asile, admissions provisoires, statut S, regroupement familial, etc.) » soient retirées aux personnes ayant commis des infractions à la loi sur les stupéfiants.

Toutes ces propositions font un lien fort entre migration et crime, tout en enfreignant fondamentalement le principe de proportionnalité et en proposant une justice à deux vitesses ! Ces attaques contre les principes de l'Etat de droit ne sont pas vaines, mais font parties, avec sa posture pseudo-oppositionnelle, de la stratégie de tromperie et d'instigation de la peur de l'UDC, dont l'objectif est de permettre au capitalisme mourant de survivre en se développant en système autoritaire. En effet, bien que la société actuelle soit déjà fondamentalement une dictature de la bourgeoisie, par l'immense pouvoir de contrôle sur les industries qui est dans les mains des ultra-riches et leur force de lobbying, les diverses crises qui traversent le système économique capitaliste forcent la bourgeoisie à développer toujours plus les politiques d'oppression des masses défavorisées. Le « nous contre eux » que propose l'UDC a pour objectif de nous éloigner de la réalisation de l'enjeu véritable, du réel combat : la lutte contre l'impérialisme et le patriarcat ! En effet, il est clair que les assauts contre les migrant·es ne sont qu'une étape dont l'objectif est de relégitimer et de justifier le développement de l'appareil répressif de l'Etat avant de le retourner contre d'autres groupes opprimés.

Face à ces tentatives, aucune concession ne doit donc être faite ! Il peut paraître tentant de rentrer dans ce jeu pour essayer de grapiller quelques électeur·rices à l'extrême droite. Or, agir d'une telle manière, c'est assurer à l'UDC une nouvelle montée aux prochaines élections, en participant à la légitimation de leur vision. Malheureusement, c'est sur cette lancée que l'on retrouve le PS Suisse, soutenant *encore et toujours* les politiques racistes du conseiller fédéral Beat Jans, telles que son positionnement favorable au pacte européen sur l'asile, avec lequel le risque de violation des droits fondamentaux est élevé. Ainsi, Beat Jans ainsi que la direction du Parti socialiste se rendent complices des conditions inhumaines que l'on inflige aux migrant·es.

**Le « nous contre eux » que propose l'UDC a pour objectif de nous éloigner de la réalisation de l'enjeu véritable, du réel combat : la lutte contre l'impérialisme et le patriarcat !**

Pour les mêmes raisons, le PS porte une part de responsabilité dans l'essor de l'UDC, et doit impérativement réinvestir au plus vite le terrain de l'opposition politique ! Au contraire de ces tentatives franchement minables d'électoralisme que l'on retrouve à travers le globe dans les partis sociaux-démocrates, nous devons nous opposer, ensemble, immigré·es ou non, à toute tentative d'assaut raciste et autoritaire contre une partie de la classe populaire !

**Julien Berthod**

# 2025, c'est dans la rue qu'ça s'passe !



**En novembre 2024, plus d'un millier de salarié·es du canton se sont mobilisés en prenant part à la première manifestation cantonale pour les salaires à Sion.**

Le message a été entendu puisque nous avons pu conclure des accords salariaux avec l'ensemble des associations patronales de la construction et de l'artisanat du bâtiment (sauf les carreleurs) qui compensaient intégralement l'inflation et qui contenaient une part d'augmentation réelle de salaire.

UNIA
Le Syndicat.

l'Union syndicale valaisanne (USVs) met sur pied une manifestation cantonale le 11 octobre à Sion. Chaque fédération fera entendre ses revendications spécifiques. Ainsi l'ensemble des salarié·es du secteur public, privé et du parapublic, pourront faire entendre leur voix afin d'être mieux considérés.

Nous devons maintenir la pression car la répartition de la richesse créée est toujours très inéquitablement redistribuée (cela se vérifie année après année avec les écarts salariaux qui continuent inlassablement d'augmenter) et des pans entiers de l'économie, notamment le tertiaire, continuent de rétribuer leur personnel de manière outrageusement insuffisante !

Pour ce faire, plusieurs manifestations sont déjà planifiées.

## 17 mai, grève des maçons à Lausanne

Pour faire entendre leurs légitimes revendications, notamment pour rendre leurs conditions de travail moins pénibles, les maçons de Suisse mettent sur pied une première mobilisation dans le cadre des négociations pour le renouvellement de leur convention collective.

Le Valais se mobilisera à Lausanne avec l'ensemble des cantons romands. Comme toujours le transport et le casse-croute sont organisés et pris en charge par Unia. Il est déterminant pour la suite de la négociation que cette manifestation soit un succès.

Pour s'inscrire :
https://unia.ch/fr/points-forts/cn-2025/inscription
ou à l'aide du code QR ci-contre :

## 11 octobre, manifestation cantonale organisée par l'USVs

Pour amplifier la manifestation organisée par Unia en 2024 et permettre à l'ensemble des salarié·es du canton de défendre leurs conditions de travail,

Nous avons toutes et tous en tête le fameuse mélodie « C'est dans la rue qu'ça s'passe » de la Compagnie Jolie Môme. En 2025, pour le monde du travail, non seulement ça se passera effectivement dans la rue, mais également dans les rues de la capitale du Valais !



Avec une participation à ces mobilisations, le monde du travail valaisan démontrera son intelligence et sa compréhension fine des processus à l'œuvre lors des négociations sociales et salariales. En effet, la mobilisation collective est un outil très efficace pour créer un rapport de force, rapport de force qui détermine l'issue des négociations.

**En 2025, pour le monde du travail, non seulement ça se passera effectivement dans la rue, mais également dans les rues de la capitale du Valais !**

Elles sont également un moment de partage, durant lequel nous pouvons exprimer notre soutien, notre estime et notre reconnaissance envers l'ensemble des salarié·es de ce canton, qui par leur travail quotidien, crée la richesse de ce pays ! C'est donc un impératif éthique et moral d'y prendre part.

**Blaise Carron,**
**secrétaire régional Unia Valais**

# Congrès du PS Suisse : plus d'inclusion pour une Suisse solidaire !

**Le 17 février dernier avait lieu le Congrès du PS Suisse à Brigue. Pas moins de 400 délégué·es du parti ont pris place à la Simplonhalle. Ces dernier·es ont adopté sur l'inclusion, qui demande plus de droits et d'inclusion pour les personnes en situation de handicap.**

Lors de son discours, la co-présidente du PS Suisse Mattea Meyer a souligné son inquiétude face à la vague populiste de droite actuelle aux Etats-Unis et en Europe : « Trump et les géants de la "tech" sapent les fondements de la démocratie avec des campagnes ciblées de désinformation. Sur les réseaux sociaux qu'ils possèdent, ils ont configuré les algorithmes de manière que des millions de personnes reçoivent chaque jour leurs messages de haine et leurs contenus d'extrême droite dans leur fil d'actualité. »



Cette évolution n'épargne pas la Suisse : « Depuis des années, l'UDC sème la haine de manière ciblée. Des parlementaires de l'UDC invitent des extrémistes de droite avoué·es au Palais fédéral et l'ancien conseiller fédéral Ueli Maurer fait de la publicité électorale pour l'AfD, un parti d'extrême droite. » Mais pour Mattea Meyer, une chose est claire : « la cohésion et la solidarité vécues sont plus fortes que la division et la haine ! »

Le co-président du PS Suisse Cédric Wermuth a souligné, au vu du débat en cours sur l'Europe, que « L'Europe de Kickl, Weidel et Orban est synonyme d'arbitraire et d'exploitation. Ces gens veulent détruire la cohésion européenne. Nous, en revanche, nous défendons une Europe des peuples, de la liberté et de la justice sociale. »

Cédric Wermuth a évoqué la déclaration de la présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter sur le discours de J.D. Vance : « Apparemment, la présidente de la Confédération veut se rapprocher le plus rapidement possible des néofascistes à Washington. Ce faisant, elle aide Kickl, Weidel et compagnie dans leurs plans visant à détruire l'unité européenne. »

## Discours du conseiller fédéral Jans : plaidoyer pour la cohésion et le dialogue

Lors de son discours, le conseiller fédéral Beat Jans a lui aussi souligné l'importance de la cohésion. « Dialoguer ensemble plutôt que simplement parler des autres. Les mauvais exemples vus ailleurs ne doivent pas dicter notre façon de faire. Chez nous aussi, les camps s'opposent, mais pas de manière irréconciliable. Nous devons en tenir compte et ne pas nous laisser entraîner sur une pente glissante. Faisons confiance à notre démocratie et à ses institutions, et à la force de la cohésion. » Pour Beat Jans, il est clair que « si le monde semble tourner à l'envers, nous devons aller de l'avant et emmener les gens avec nous. Si nous fuyons, nous les perdrons. »



## Plus d'inclusion pour une Suisse solidaire

Lors du Congrès, les délégué·es ont adopté un papier de position sur l'inclusion. Les droits des 1,8 million de personnes en situation de handicap en Suisse doivent enfin être renforcés durablement. En effet, bien que la Loi sur l'égalité pour les personnes handicapées soit entrée en vigueur en 2004 et que la Suisse se soit engagée à devenir une société inclusive en ratifiant la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées en 2014, de nombreuses formes de discrimination persistent. « Les personnes en situation de handicap représentent environ 22 % de notre population. Pourtant, leurs préoccupations sont négligées dans la société. Il est grand temps de changer cela. Nous nous engageons pour une vie inclusive pour toutes et tous, sans exclusion ni barrières », a déclaré Mattea Meyer.

Avec ce papier de position, le PS Suisse s'engage à l'interne comme à l'externe pour l'inclusion des personnes en situation de handicap. Cela comprend la ratification du protocole facultatif de la CDPH, une accessibilité complète, une participation politique inclusive, une vie autodéterminée avec une assistance suffisante, une rémunération équitable du travail de « care », une protection contre la violence et la discrimination ainsi qu'une restructuration socialement équitable des assurances sociales et de l'asile.

## Non au changement de système d'imposition de la propriété du logement

Un autre point à l'ordre du jour était la prochaine votation sur le changement de système d'imposition de la propriété du logement, qui aura vraisemblablement lieu en septembre. Les délégué·es du PS Suisse rejettent à l'unanimité ce




projet. La modification de la pratique actuelle entraînera des pertes fiscales de plusieurs milliards de francs et une injustice envers les locataires. De plus, le travail au noir risquerait d'augmenter et les PME locales seraient affaiblies. Le co-président Cédric Wermuth a souligné : « Le changement de système prévu pour l'imposition de la propriété du logement résulterait sur des pertes fiscales d'au moins 1,7 milliard de francs pour la Confédération, les cantons et les communes. Ces pertes fiscales entraînent des coupes dans le financement des crèches et les réductions de primes, affaiblissant ainsi le pouvoir d'achat de la population », a déclaré Cédric Wermuth.

Les délégué·es ont également décidé de soutenir l'initiative pour le congé familial. Celle-ci promeut l'égalité, protège les femmes contre la discrimination au travail. Elle améliore la santé de la mère et de l'enfant et soutient en particulier les familles défavorisées en offrant un congé parental rémunéré de 18 semaines à chacun des deux parents.





# Clap de fin sur la 60e législature du Grand Conseil

**La législature 2021-2025 du Grand Conseil a vu sa dernière session se tenir en février dernier. Pendant 4 ans, le groupe socialiste a défendu les valeurs de solidarité et d'égalité au sein d'un parlement à majorité de droite.**

Etre de gauche au Grand Conseil valaisan réclame parfois de faire preuve d'abnégation. Mais nous avons aussi vécu quelques belles victoires qui sont le fruit d'une étroite collaboration avec notre conseiller d'Etat, Mathias Reynard. Durant cette législature, nous avons pu mettre en place une aide pour les soins dentaires. Nous avons également pu augmenter l'enveloppe financière dévolue aux réductions individuelles de primes. Nous avons pu augmenter les allocations familiales ainsi que la dotation du fonds pour la famille, qui aide les familles les plus précaires du canton. Nous avons permis de lutter contre le harcèlement et les violences conjugales avec des moyens bien plus conséquents. Grâce à un engagement intense de notre conseiller d'Etat et notre travail au parlement, nous avons pu améliorer le quotidien de nombreux citoyens et citoyennes.



Nous avons évidemment vécu plusieurs désillusions. Je garderai en tête particulièrement l'échec de la loi climat devant le peuple ainsi que la si peu ambitieuse loi sur l'énergie ficelée par la majorité bourgeoise de notre parlement. Nous sommes 20 élu·es, et c'est trop peu pour contrer efficacement leur manque de vision dans ce domaine-là.

Nous sommes 20, et c'est trop peu pour faire entendre raison aux partis de droite lorsqu'ils élargissent les horaires d'ouverture des magasins, Le Centre se profilant fièrement en créateur de compromis et oubliant totalement qu'il se revendique « parti de la famille ». Mais si nous sommes trop peu au parlement, vous êtes suffisamment à vous être déplacés dans la rue pour faire signer le référendum et nous faire gagner. Merci camarades pour votre soutien, vous êtes le filet de sécurité qui permet de corriger parfois les erreurs du parlement !

**Parce que les valaisannes et les valaisans méritent une politique plus solidaire et plus égalitaire, nous poursuivrons notre engagement !**

En cette fin de législature, j'aimerais adresser un merci particulier aux élu·es qui ne se sont pas représentés, après de nombreuses années d'engagement pour le PSVR ou le SPO. Merci à Doris Schmidhalter-Näfen, Marlyne Andrey Berclaz, Carole Savoy, Dina Studer, Doris Mudry, Guillaume Sonnati, Melissa Cavallo, Pauline Crettol, Sandrine Perruchoud et Sarah Gilloz.

Un merci également à ceux qui ont quitté le groupe en cours de législature pour se lancer dans de nouvelles aventures professionnelles. Merci à Fabrice Fournier, Maxime Collombin et Marc Kalbermatter. Un merci, finalement, non sans une pointe d'émotion, aux camarades qui n'ont pas été réélus mais qui ont donné de leur temps et de leur énergie ces quatre dernières années. Merci à Nathan Tornay, Arnaud Zufferey, Emilie Dupuis, Robert Burri et Laetitia Heinzmann.

Notre énergie est maintenant tournée vers la nouvelle législature, avec un nouveau groupe, de nouvelles têtes et une envie intacte de faire bouger les lignes. Parce que les valaisannes et les valaisans méritent une politique plus solidaire et plus égalitaire, nous poursuivrons notre engagement ! Le 14 avril prochain, le nouveau parlement entrera en fonction et notre camarade Patricia Constantin sera élue au poste de présidente. De plus, Mathias Reynard sera président du gouvernement dès le mois de mai. 2025, une année qui s'annonce résolument socialiste !

**Sarah Constantin,**
**députée et cheffe de groupe PS**

# 41’390 voix !

**Le peuple valaisan a plébiscité le bilan de Mathias Reynard en l’élisant brillamment pour quatre années supplémentaires. En finissant premier dans le bas et dans le centre du canton, notre conseiller d’Etat a prouvé que le Valais avait définitivement besoin de valeur plus humaine et solidaire.**

**« Ça, c’est fait », comme dit l’expression … tu es soulagé ?**
Oui, très soulagé ! J’aime les campagnes électorales. Ce sont des moments d’échanges, de rencontres et de mobilisation.
Mais c’est vrai qu’en étant en fonction, ça donne des semaines vraiment très chargées, encore un peu plus que d’habitude. *(rires)*

**Le résultat est très positif : premier dans le Valais central, premier dans le Bas-Valais, tu réalises presque 50 % des voix dans le Valais romand. Du jamais vu pour un socialiste ! J’imagine que tu es satisfait ?**
Oui, c’est un résultat qui dépasse toutes nos attentes. Ce soutien fait chaud au cœur, surtout qu’il vient récompenser 4 ans de travail et un bilan. Ce succès, c’est donc celui d’une ligne clairement à gauche et d’avancées obtenues dans les domaines du social, de la santé, de la culture ou encore de l’égalité et de la protection des travailleurs.

**C’est quoi la « méthode Reynard » ?**
*(rires)* La seule méthode, c’est la constance et la cohérence de nos engagements, ainsi qu’une grande présence sur le terrain.
Nous avons montré que notre présence au Gouvernement peut changer le quotidien de milliers de personnes, par exemple en améliorant les conditions de travail du personnel soignant, en renforçant le soutien aux victimes de violences ou encore en augmentant les aides financières aux classes populaires. C’est du concret et cela n’a été possible que grâce à l’engagement de mes équipes et au travail extraordinaire réalisé par le groupe socialiste au Grand Conseil.
Le PS est un phare dans l’instabilité internationale que nous vivons. Il rappelle des valeurs essentielles de cohésion sociale, de solidarité et d’égalité.

**Pourtant la gauche en Grand Conseil est en perte de vitesse …**
Nos partenaires des Verts ont en effet perdu du terrain et c’est regrettable. Le Parti socialiste progresse. Malheureusement, dans plusieurs districts, nous ratons un siège supplémentaire pour quelques voix. Nous aurons ainsi trois suppléants de plus que de députés. La preuve que chaque voix compte et que ces sièges sont à portée de main pour les prochaines élections. En renforçant nos listes et notre mobilisation, nous y arriverons.
Je tiens à souligner les progressions extraordinaires que le PS a réalisées dans certains districts : +4,5 % à Saint-Maurice ou +3,6 % sur Conthey. C’est encourageant. Le travail de terrain paie et nous sommes dans une tendance de renforcement.



**Les Départements viennent d’être répartis … tu n’avais pas envie de changements ?**
Non, le Département me plaît beaucoup. Après quatre ans, je suis à l’aise dans les dossiers, je connais les équipes et les partenaires. C’est important pour faire avancer les choses. J’ai encore tellement de projets à mettre en œuvre. C’est une chance de diriger cet immense Département, dans lequel je peux appliquer notre slogan : « L’humain d’abord ! »

**Quels sont les trois grands défis qui t’attendent pour les 4 années à venir ?**
Il y a tellement à faire, mais si je dois citer trois enjeux, je dirais :

- poursuivre notre renforcement des mesures sociales et de solidarité : soutiens aux ménages précarisés ; renforcement des subventions pour les primes d’assurance-maladie ; mise en place d’une politique du logement ; ouverture d’épiceries solidaires ; développement de notre politique du handicap.
- lutter contre les discriminations : mettre en œuvre la nouvelle loi contre les violences domestiques ; prendre des mesures de contrôle de l’égalité salariale ; créer un numéro unique pour les victimes de violence.
- enfin, il y aura beaucoup à faire dans la santé : ouverture de nos nouveaux hôpitaux et rénovation de Malévoz ; mise en place d’une loi et d’une stratégie pour les Générations 60+.



# Débâcle Credit Suisse, il est urgent d'agir

**La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir s'il faudra sauver une nouvelle fois l'UBS, mais bien quand est-ce qu'il faudra la sauver si aucune mesure suffisamment stricte n'est prise.**

Lors de la session de printemps, j'ai exposé au Conseil national la position du groupe socialiste sur le rapport de la commission d'enquête parlementaire (CEP) sur la débâcle de Credit Suisse, des recommandations et des interventions parlementaires déposées par cette commission.

Il faut d'abord relever l'excellent travail mené par la CEP qui a rédigé un rapport rigoureux et complet sur la gestion de la crise Credit Suisse par les autorités fédérales. Une partie des problèmes a été identifiée et est désormais sur la table de notre Parlement pour traitement.

La CEP a notamment très bien montré les erreurs cumulées des différents organes fédéraux.

Celles de l'ancien Conseiller fédéral en charge des finances, Monsieur Ueli Maurer, qui préférait manifester avec des sonneurs de cloches contre les mesures sanitaires, plutôt que de prendre ses responsabilités dans la gestion de la crise qui s'annonçait depuis de nombreux mois.

**Je ne peux qu'inviter la droite bourgeoise à ne plus se laisser intimider par les exigences d'UBS et à prendre très rapidement son indépendance vis-à-vis de la banque.**

Celles du Conseil fédéral qui s'est simplement satisfait des informations très lacunaires de la Cheffe du Département des finances, Madame Keller-Sutter, lorsque la crise s'amplifiait ; et surtout son absence totale de volonté de règlementer efficacement le secteur bancaire.

Les erreurs des responsables du Département des finances et ceux de la BNS qui ont cru bon de gérer les problèmes de la banque par des discussions d'arrière-boutique, en contradiction totale avec les règles fixées pour la gestion de crise.

Celles de la Finma, qui a accordé de vastes allègements de fonds propres sous la forme d'un filtre réglementaire, qui a masqué la situation réelle de Credit Suisse.

Le rapport montre surtout l'échec total des majorités bourgeoises de notre Parlement et du Conseil fédéral dans leur volonté de règlementer plus strictement le secteur bancaire après la débâcle de l'UBS en 2008. Dès 2015, le Conseil fédéral a fait plusieurs concessions aux grandes banques dans le développement de la réglementation Too Big To Fail, bien que la FINMA et la BNS aient défendu des positions opposées concernant la stabilité financière. Le Parlement et l'administration se sont montrés de plus en plus réticents à durcir la réglementation bancaire. Alors que de nombreux pays avaient développé des outils, des règles et des systèmes de contrôle efficaces, la majorité bourgeoise s'est mise à genoux devant les exigences des grandes banques suisses pour favoriser leur compétitivité et leur business.

En l'espace de 15 ans, les deux grandes banques suisses ont dû être sauvées par les autorités fédérales. En 2008, il a fallu mettre 68 milliards de francs sur la table pour racheter des actifs pourris de UBS. En 2023, le sauvetage du Crédit Suisse a nécessité CHF 250 milliards de francs de liquidités et 9 milliards de francs en garanties. La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir s'il faudra sauver une nouvelle fois l'UBS, mais bien quand est-ce qu'il faudra la sauver si aucune mesure suffisamment stricte n'est prise. La question qui suit et qui donne le vertige est de savoir si la Suisse aura les moyens de sauver une telle banque.

Les interventions parlementaires proposées par la commission d'enquête parlementaire vont dans la bonne direction et ont été soutenues par le groupe socialiste. Ces interventions représentent cependant le plus petit dénominateur commun qui a permis un vote unanime en commission. Si ces interventions sont pertinentes, elles ne seront pourtant clairement pas suffisantes.

Je ne peux qu'inviter la droite bourgeoise à ne plus se laisser intimider par les exigences d'UBS et à prendre très rapidement son indépendance vis-à-vis de la banque. Je fais ici référence aux CHF 675'000.- de dons qu'UBS a versé aux partis bourgeois en 2023.

Car aujourd'hui, face au risque que constitue l'UBS XXL pour la prospérité et la réputation de la Suisse, il est indispensable de prendre des mesures déterminées. En particulier, il doit être pos-

sible de surveiller correctement cette banque et de mettre en place des mécanismes de stabilisation nettement plus puissants que ceux existants.

Le groupe socialiste a présenté son plan en 5 axes pour mieux protéger notre pays d'une prochaine crise bancaire :

1. Imposer la transparence et la clarté de la structure des mega-banques.
2. Limiter la taille et renforcer les exigences de capital.
3. Responsabiliser les actionnaires et les managers par un système de dépôt temporaire des bonus et des dividendes et la réforme des AT1.
4. Renforcer les institutions de la surveillance bancaire et la coopération internationale.
5. Clarifier les objectifs et sécuriser les modalités d'un futur sauvetage.

Ces 5 axes sont développés dans un papier de position avec, pour chacun des axes, des propositions concrètes que je vous invite à découvrir sur le site web du PS Suisse (https://www.sp-ps.ch/fr/artikel/plan-daction-mieux-proteger-la-suisse-contre-la-prochaine-crise-bancaire/).

S'il est évident qu'il faut repenser notre règlementation bancaire et que cela va prendre un certain temps, il y a urgence à le faire, car une nouvelle crise peut survenir assez rapidement.

J'invite ainsi le Conseil fédéral à prendre rapidement des mesures de prévention au niveau de l'ordonnance.

Je pense en particulier à 2 éléments :

- La cleanholding ou l'obligation de couvrir avec 100 pour-cent de fonds propres les filiales Suisse et étrangère de la banque mère UBS, pour éviter le double leverage.
- L'augmentation du niveau des fonds propres durs de base CET1 au niveau de la maison-mère et du groupe.

Ces points relèvent clairement de la compétence du Conseil fédéral et doivent être mis en œuvre au plus vite pour renforcer la stabilité financière de l'UBS dans la phase transitoire jusqu'à l'élaboration de la législation.

Ça a été répété de nombreuses fois dans les médias, c'est effectivement la cupidité financière à court terme des cadres de Credit Suisse qui a précipité sa chute ; la banque n'aurait en effet pas pu faire pire. La direction du Credit Suisse s'est versée plus de 30 milliards de francs de bonus, alors que pendant la même période, entre 2012 et 2022, la banque accumulait les pertes, les mauvaises décisions, les scandales et les amendes. Oui, Credit Suisse est coupable de sa propre chute, mais le monde politique et notre règlementation bancaire lui ont permis de le faire.

Au début de la crise Crédit Suisse en 2023, tous les partis bourgeois criaient au scandale et répétaient la bouche en cœur que ce devait être la dernière fois qu'une telle débâcle devait se passer dans notre pays. Et aujourd'hui, au moment de devoir prendre des mesures concrètes et surtout une fois la tempête médiatique passée, je crains bien que les bonnes résolutions ne soient vite oubliées.

Nous devons prendre nos responsabilités … l'UBS XXL représente désormais l'un des plus grands risques pour la prospérité et la stabilité de notre pays. Le Conseil fédéral et le Parlement doivent prendre leur responsabilité et agir !

**Emmanuel Amoos, conseiller national**



le peuple.VS

**Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici**

**183'661**

**C'est le nombre de signatures récoltées pour la nouvelle initiative pour des multinationales responsables. Et cela en seulement 14 jours !**

## Le vengeur masqué



A peine arrivée au parlement, l'initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste fait déjà grand bruit. Le camp bourgeois se mobilise alors que nous ne savons pas encore quand nous voterons là-dessus. Preuve s'il en fallait que la droite soit galvanisée quand elle sent ses acquis menacés. Si des discussions de fond méritent de s'y attarder, on ne peut que déplorer la politique de « l'épouvantail » utilisée systématiquement par les lobbys économiques. Certaines gares sont déjà infestées de pub du collectif sobrement appelé « jss-non » qui menacerait le pays d'une faillite totale en cas de oui. C'est vite vu, tout ce qui touche de près ou de loin à l'économie et qui se veut égalitariste serait une attaque frontale à la prospérité du pays pour ces libéraux. A peu près tout. Sauf peut-être la crise climatique qui menace réellement la population, nos modes de vie et l'économie par effet de domino. Là il n'y a rien à voir. Circulez. En SUV électrique.

**12 avril 2025**

**14 h 00**

**Congrès du Haut-Lac**

PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

## Impressum


**Mensuel**
**14e année**

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement :
annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité :
CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Stampo SA - Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année